

L'opinion

www.lopinion.ma

E-mail: lopinion@lopinion.ma

DIRECTEUR : MOHAMED IDRISI KAÏTOUNI - REDACTEUR EN CHEF : JAMAL HAJJAM

Jeudi 24 Janvier 2008 - 15 Moharram 1429 / ISSN 0851-0288 - Dépôt légal 04/1965 - Numéro 15.470

Séminaire
régional sous
le thème "Qualité
de vie et
compétitivité
des villes: un défi
pour les pouvoirs
publics"

**La question des
déplacements
urbains requiert
des mesures
institutionnelles et
organisationnelles**

LIRE EN PAGE 3

Séminaire régional sous le thème «Qualité de vie et compétitivité des villes: un défi pour les pouvoirs publics»

La question des déplacements urbains requiert des mesures institutionnelles et organisationnelles

Le règlement de la question des déplacements urbains passe par l'adoption de mesures institutionnelles et organisationnelles, outre des méthodes modernes de planification stratégiques, a affirmé, mardi à Skhirate, le ministre de l'Intérieur, M. Chakib Benmoussa.

S'exprimant à l'ouverture d'un séminaire régional sur les déplacements urbains en Méditerranée sous le thème «Qualité de vie et compétitivité des villes: un défi pour les pouvoirs publics», le ministre a précisé que le règlement de cette problématique passe également par des solutions adéquates en matière de financement de ce secteur.

Ces mesures, a-t-il indiqué, permettront de jeter des bases saines pour la promotion et la modernisation du secteur des transports urbains, dans le cadre d'un réel partenariat avec les collectivités locales.

M. Benmoussa a également souligné que la mise en place, dans l'actuel gouvernement, d'un secrétariat d'Etat chargé du développement territorial est un important jalon vers une planification urbaine intégrée et cohérente.

Concernant le financement du secteur, M. Benmoussa a indiqué que le gouvernement est déterminé à fournir un soutien financier et technique aux collectivités locales dans ce domaine à travers le renforcement des potentialités locales et territoriales, la dynamisation des mécanismes de planification en vue de généraliser les études de planification des déplacements urbains, le développement des cadres institutionnel, juridique et organisationnel pour une meilleure gestion du secteur et la mise en place de fonds pour son financement, particulièrement au niveau des investissements.

Le gouvernement marocain, a dit le ministre, est conscient de la problématique des transports urbains dans notre pays, dont souffrent plus particulièrement les grandes villes et agglomérations. Pour faire face à cette situation, a-t-il rappelé, il a été procédé au lancement d'une étude pour l'élaboration d'une stratégie nationale des déplacements urbains avec l'appui de la Banque mondiale.

Pour sa part, la vice-présidente de la région MENA de la Banque mondiale, Mme Daniela Gressani a indiqué que la dynamisation du programme du partenariat est le meilleur moyen de profiter de l'expérience et de l'expertise de la banque mondiale dans le domaine des déplacements urbains.

Et de souligner que le développement des moyens de transport collectif dans la méditerranée passe par une volonté politique réelle et cohérente entre les plans de développement et les besoins des populations, ajoutant que l'action de la banque au Maroc vise à faire face à la problématique des transports urbains par la sensibilisation des acteurs locaux aux meilleures pratiques qui visent l'amélioration du service public.

Pour sa part, le directeur du Programme des Nations Unies

pour l'environnement PNUE/Plan Bleu a mis l'accent sur les efforts déployés par cette institution pour la dynamisation des programmes du développement durable visant la protection de l'environnement dans le pourtour méditerranéen.

Le représentant du ministère français de l'Ecologie, du développement et de l'aménagement durable (MEDAD), M. Bruno Fulda a indiqué que le développement des transports urbains est un élément essentiel dans le service public, soulignant la nécessité de mettre en place une stratégie claire pour la restructuration des réseaux des transports urbains.

Le directeur adjoint du bureau de l'Agence française de développement au Maroc, M. Francois Tirot a mis l'accent sur les programmes lancés par l'agence en collaboration avec les partenaires, soulignant que ces actions visent la protection de l'environnement et la lutte contre la pollution.

Etaient notamment présents lors de la séance d'ouverture de ce séminaire, le ministre de l'Habitat, de l'urbanisme et de l'aménagement de l'espace, M. Ahmed Taoufiq Hejira, le secrétaire d'Etat chargé du développement territorial, M.

Abdeslam Al Mesbahi et M. Saad Hassar, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'Intérieur.

Organisé par le ministère de l'Intérieur en partenariat avec la Banque mondiale et d'autres institutions internationales, le séminaire vise à développer un échange ouvert et constructif sur la conception de nouvelles approches de la mobilité urbaine dans les villes méditerranéennes susceptibles de répondre aux défis du développement durable.

La rencontre se propose également d'engager des réflexions sur «le modèle d'organisation institutionnelle adéquat» et «les modes de déplacements pour un service de qualité et sur l'optimisation du partage et de la gestion de la voirie» ainsi que «la recherche de mécanismes de financement».

Près de 300 personnalités nationales et étrangères ont ÉTÉ invitées à ce séminaire dont des maires de grandes métropoles, des experts, des hauts fonctionnaires et des élus locaux.

Les participants débattent au sein de quatre ateliers des thématiques afférentes à «l'organisation institutionnelle et la planification», aux «modes de transports», au «financement, à la tarification et au partenariat public-privé» et à «la gestion de la circulation et la politique de stationnement».

Les travaux de ce séminaire seront sanctionnés par la validation d'un guide de recommandations en matière des déplacements urbains et qui constituera une feuille de route destinée aux décideurs locaux et centraux.